



Annexe 2 - Projet
convention
CDAD Haute-Corse
+ remarques liminaires.

Conseil Départemental de l'Accès au Droit de la Haute-Corse

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Vendredi 11 Mai 2018 – 14h00

IV. Projet de modification de la convention constitutive du CDAD de la Haute-Corse

Suite à l'adoption de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, du décret n°2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique concernant les conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) et à un relevé d'observations définitives de la Cour des comptes transmis au ministre de la Justice le 14 mars 2017, il apparaît nécessaire de réviser la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B).

1. Modifications liées au décret n°2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique concernant les conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD)

Le décret n°2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique publiée au JORF du 7 mai 2017 pris en application de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la Justice du 21^e siècle a modifié le fonctionnement des conseils départementaux de l'accès au droit.

En application de l'article 55 de la loi n°91-647 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifié par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21^e siècle, le décret modifie la composition et la gouvernance des conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) et des conseils de l'accès au droit (CAD) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ainsi que celui de Saint-Pierre-et-Miquelon sur trois points :

- En premier lieu, la vice-présidence des CDAD est confiée au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu du département (article 145 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991; article 6,7 et 16 du décret n°91-1369 du 30 décembre 1991). Celui peut également désormais signer la convention constitutive d'une maison de justice et du droit en cas d'absence ou d'empêchement du président du CDAD (article R.131-3 du code de l'organisation judiciaire) ;
- En deuxième lieu, la fonction de commissaire du Gouvernement du CDAD est exercée par le magistrat de la cour d'appel chargé de la politique associative de l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, en lieu et place du procureur de la République devenu vice-président (article 148 du décret du 19 décembre 1991 ; article 6 du décret du 30 décembre 1991) ;
- En dernier lieu, la représentation du secteur associatif peut être renforcée au sein des instances de décision. Plusieurs associations, œuvrant dans d'autres domaines que l'accès au droit (aide aux victimes, conciliation, médiation), peuvent désormais être représentées (article 145 du décret du 19 décembre 1991; article 6 et 7 du décret du 30 décembre 1991).

Il convient donc de modifier la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B) pour la mettre en conformité avec ce nouveau texte.

2. La recommandation de la cour des comptes dans son relevé d'observations définitives transmis le 14 mars 2017

Dans un relevé d'observations définitives transmis le 14 mars 2017 au ministre de la Justice, la Cour des comptes a souligné le caractère foisonnant des actions des CDAD, ces groupements d'intérêt public constituant des dispositifs dynamiques sans lesquels une politique d'accès au droit ne pourrait être menée sur l'ensemble du territoire. La Cour des comptes a également formulé plusieurs recommandations.

L'une de ces recommandations est statutaire. Il s'agit de prévoir que les conventions constitutives ou les règlements intérieurs des CDAD comportent une stipulation prohibant la participation de membres du groupement d'intérêt public aux délibérations leur accordant des subventions.

Dès lors, la convention constitutive ou le règlement intérieur de chaque CDAD doit prévoir le déport des membres du conseil d'administration ou de l'assemblée générale récipiendaires de versements du CDAD lorsque l'autorisation budgétaire de ce versement est examiné par l'instance décisionnaire.

Il convient donc de modifier la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B) pour la mettre en conformité avec cette recommandation destinée à protéger les intéressés du risque de prise illégale d'intérêt.

3. Modifications apportées par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la république.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a modifié le code général des collectivités territoriales. Désormais, l'article L.4421-1 de ce code dispose que « *La collectivité de Corse constitue, à compter du 1er janvier 2018, une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution, en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse. Elle s'administre librement, dans les conditions fixées au présent titre et par l'ensemble des autres dispositions législatives relatives aux départements et aux régions non contraires au présent titre.* ».

L'article 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique a été modifié en ce sens. Il prévoit que le conseil départemental de l'accès au droit est un groupement d'intérêt public constitué de représentants :

- 1° De l'État ;
- 2° Du département ou, **en Corse, de la collectivité de Corse** ;
- 3° De l'association départementale des maires ;
- 4° De l'ordre ou, si le département compte plus d'un barreau, de l'un des ordres des avocats établis dans le département choisi par leurs bâtonniers respectifs ;
- 5° De la caisse des règlements pécuniaires de ce barreau ;
- 6° De la chambre départementale des huissiers de justice ;
- 7° De la chambre départementale des notaires ;
- 8° A Paris, de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation ;
- 9° D'une ou de plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'accès au droit, de l'aide aux victimes, de la conciliation ou de la médiation, désignée conjointement par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, par le procureur de la République près ce tribunal et par les membres mentionnés aux 2° à 8°, sur la proposition du représentant de l'Etat dans le département.

Le conseil départemental de l'accès au droit est présidé par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence.

Un magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près cette cour, exerce la fonction de commissaire du Gouvernement.

La convention constitutive détermine les modalités de participation des membres au financement des activités ou celles de l'association des moyens de toute nature mis par chacun à la disposition du groupement, ainsi que les conditions dans lesquelles ce dernier peut accueillir en son sein d'autres membres que ceux mentionnés aux 1° à 9°.

Il convient donc de modifier la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B) pour la mettre en conformité avec ce nouveau texte.

Le projet de modification constitutive du groupement a été présenté aux membres du CDAD de la Haute-Corse lors du conseil d'administration et de l'assemblée générale du 15 novembre 2017. Les membres de ces instances se sont engagés à signaler au président du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse, avant le 31 janvier 2018, par courrier ou par mail (p.tgi-bastia@justice.fr et cdad-haute-corse@justice.fr), tout amendement au projet qui leur a été présenté.

Les modifications demandées ont été prises en compte.

PROJET DE DELIBERATION

Pour le conseil d'administration et l'assemblée générale

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration et l'assemblée générale adoptent la nouvelle convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B) figurant en annexe.



Conseil Départemental de l'Accès au Droit de la Haute-Corse

Convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse (CDAD 2B) en date du 11 mai 2018

La présente convention modifie celle signée le 21 mars 2013, approuvée le 25 juin 2013 et publiée le 24 août 2013, qui a créé le GIP-Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse. Elle porte renouvellement du groupement pour 6 ans.

Cette modification de la convention met en conformité les statuts du GIP avec le décret n°2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique concernant les conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) pris en application de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 dite « loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle », avec la recommandation de la cour des comptes dans son relevé d'observations définitives transmis le 14 mars 2017 au ministère de la Justice ainsi qu'avec la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe ».

LE GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC EST CONSTITUE ENTRE

- l'État, représenté par le préfet du département de la Haute-corse, par le président du tribunal de grande instance de Bastia et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- la Collectivité de Corse, représentée par le président du conseil exécutif de la collectivité ;
- l'association départementale des maires représentée par son président;
- l'ordre des avocats du barreau de Bastia, représenté par le Bâtonnier;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Bastia représentée par son président;
- la chambre interdépartementale des huissiers de justice de Corse représentée par son président;
- la chambre départementale des notaires de la Haute-Corse, représentée par son président;
- l'Union départementale des Affaires Familiales, représentée par son président.

Ce groupement est régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, les articles 141 et suivants du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, ainsi que par la présente convention. »

Article 1^{er} –Personnalité morale

Le groupement d'intérêt public jouit de la personnalité morale à compter de la publication de la décision approuvant sa convention constitutive.

Il s'agit d'une personne morale de droit public.

Article 1^{er} bis - Dénomination

Le groupement d'intérêt public est dénommé « Conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse».

Article 2 : Objet du groupement

Le conseil départemental de l'accès au droit a pour objet l'aide à l'accès au droit. Il est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées.

Il participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends.

Il peut développer des actions communes avec d'autres conseils départementaux de l'accès au droit.

Il est saisi, pour information, de tout projet d'action relatif à l'accès au droit préalablement à sa mise en œuvre et, pour avis, de toute demande de concours financier de l'État préalablement à son attribution.

Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours. Il peut participer au financement des actions poursuivies.

Il établit chaque année un rapport d'activité.

Article 3– Siègle

Le siège du groupement est fixé au siège du tribunal de grande instance de Bastia.

Article 4– Durée

Le groupement est renouvelé pour une durée de 6 années, à compter de la publication de la décision approuvant la présente convention modifiée.

Article 5 – Adhésion, exclusion, retrait

Adhésion –En application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998, le groupement peut associer d'autres personnes morales par décision de l'assemblée générale.

Exclusion – L'exclusion d'un membre, autre qu'un membre de droit mentionné à l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, peut être prononcée, par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

Retrait – Tout membre autre que de droit peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice et que les modalités aient reçu l'accord de l'assemblée.

Article 6 – Capital

Le groupement est constitué sans capital.

Article 7 –Ressources du groupement d'intérêt public

Les ressources du GIP comprennent:

- les contributions financières de ses membres;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres;
- la mise à disposition de locaux;
- la mise à disposition d'équipements et de matériel qui reste la propriété du membre;
- les subventions;
- toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, dont la valeur est appréciée d'un commun accord.

La nature, les modalités et les montants des contributions des membres, notamment celles versées en nature, sont définis lors de la constitution du groupement et figurent en annexe à la présente convention.

Cette annexe est signée par les membres du GIP.

Ces modalités peuvent être réactualisées chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget.

Les membres du groupement sont tenus des dettes de ce dernier à proportion de leur contribution qu'elle qu'en soit la forme.

Article 8 – Mise à disposition de personnels par les membres du groupement

Les personnels que les membres du GIP ont mis à disposition du groupement conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs traitements ou salaires, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement.

Ils sont placés toutefois sous l'autorité fonctionnelle du président du groupement.

Ces personnels seront réintégrés dans leur corps ou organisme d'origine :

- par décision du conseil d'administration sur proposition de son président;
- à la demande du corps ou organisme d'origine;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement.

Article 9 – Mise à disposition de personnels par des personnes morales de droit public non membres du groupement

Des agents relevant de l'État, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, non membres du groupement, peuvent exercer leurs fonctions au sein du groupement.

Ils sont dans ce cas placés dans une position conforme à leur statut et aux règles de la fonction publique.

Article 10 – Recrutement direct

Le conseil d'administration, conformément à l'article 18, peut autoriser le recrutement direct de personnel propre à titre complémentaire.

Ces personnels sont recrutés sous la forme de contrats de droit public.

Article 11 – Propriété des équipements

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au groupement.

En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 23.

Article 12 – Budget

Le budget, approuvé chaque année par (faire un choix: conseil d'administration ou assemblée

générale) inclut les opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice et qui ne sont pas prises en charge directement par les membres du groupement.

Il fixe, d'une part, le montant des crédits destinés au fonctionnement du groupement et d'autre part, de ceux destinés, à la réalisation du programme d'actions d'aide à l'accès au droit.

Article 13– Gestion

Le groupement ne donne lieu ni à la réalisation ni au partage de bénéfices.

L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant.

Article 14 – Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit privé.

Dans ce cas, il est recommandé de désigner un commissaire aux comptes dès lors que le budget dépasse 152 449,02 euros.

Article 15 – Contrôle

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

Article 16 – Commissaire du Gouvernement

Le commissaire du Gouvernement auprès du conseil départemental de l'accès au droit est le magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près de cette cour, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991.

Il assiste avec voix consultative aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement.

Il exerce sa fonction conformément aux dispositions des articles 2 et 5 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012.

Article 17 – Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des personnes morales membres du groupement. Elle se réunit au moins une fois par an.

Chaque membre dispose d'une voix. Chaque membre participe au fonctionnement du groupement. (en nature ou en numéraire)

Outre ses membres de droit, elle comprend, en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998, des membres associés:

- la Mairie de Bastia, représentée par son maire.

L'assemblée générale est réunie à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix. Elle est convoquée par le président du groupement par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date de la séance. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du groupement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président.

L'assemblée générale délibère sur :

- a) – l'adoption du programme annuel d'activités et du budget correspondant
- b) – l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- c) – toute modification de la convention constitutive, notamment son renouvellement ;
- d) – l'admission de nouveaux membres ;
- e) – l'exclusion d'un membre associé ;
- f) – les modalités financières et autres du retrait d'un membre associé ;
- g) - la dissolution du groupement.

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée dans les quinze jours et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions visées au paragraphe e) sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés. Le représentant du membre dont l'exclusion est envisagée ne délibère pas.

Le représentant du membre bénéficiaire d'une subvention du conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse ou bénéficiaire de tout autre versement du conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse ne délibère pas lorsque le principe et le montant de la subvention et/ou du versement est envisagé.

Les organismes professionnels des avocats, huissiers et notaires et les caisses des règlements pécuniaires des avocats forment, au sein de l'assemblée générale, un collège chargé de désigner ceux ou celles d'entre eux dont les représentants siégeront au conseil d'administration.

Les décisions du collège des organismes professionnels des professions juridiques et judiciaires et des caisses des règlements pécuniaires des avocats obligent les membres de ce collège.

Les décisions de l'assemblée générale consignées dans un procès-verbal de réunion obligent tous les membres.

Article 18 – Conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, avant le 30 avril pour arrêter les comptes et avant le 1^{er} décembre pour arrêter le projet de budget, et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur la convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Outre son président et son vice-président, le conseil d'administration comporte au maximum 15 membres.

Sont obligatoirement représentés l'État, la Collectivité de Corse, les professions juridiques et judiciaires, l'association départementale des maires et l'association membre de droit.

Au titre des représentants de l'État:

- M. le Préfet du Département de la Haute-Corse, représenté par M. le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de la Haute-Corse.
- M. le magistrat délégué à la politique associative près la cour d'appel de Bastia, avec voix consultative.

Au titre des représentants des autres membres:

- M. le Président du conseil exécutif de la Collectivité de Corse
- les représentants des professions judiciaires et juridiques désignés par l'organisme professionnel dont ils relèvent, à savoir :
 - M. le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Barreau de Bastia,
 - M. le président de la Caisse de règlements pécuniaires des avocats (CARPA), du Barreau de Bastia,
 - M. le président de la chambre départementale de notaires de la Haute-Corse
 - M. le président de la chambre interdépartementale des huissiers de justice de Corse,
 - M. le président de l'association départementale des maires de la Haute-Corse,
- l'association mentionnée au 10° de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991: l'Union Départementale des Associations Familiales de la Haute-Corse, représentée par son Président.

En application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998, des membres associés:

- la mairie de Bastia, représentée par son maire.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du Gouvernement.

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du groupement et délibère notamment sur :

- les propositions relatives aux programmes d'actions,

- la fixation des participations respectives,
- le recrutement des personnels.

Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter.

Les décisions du conseil d'administration sont prises selon les règles de majorité des votants, non compris les abstentions.

Le représentant du membre bénéficiaire d'une subvention du conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse ou récipiendaire de tout autre versement du conseil départemental de l'accès au droit de la Haute-Corse ne délibère pas lorsque le principe et le montant de la subvention et/ou du versement est envisagé.

Article 19 – Président du conseil d'administration et du groupement

Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal de grande instance de Bastia qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement du président, cette voix prépondérante est attribuée au vice-président.

Dans ses rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans son objet.

Il a le pouvoir d'ester en justice et de transiger.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement et a autorité sur son personnel.

Le président du groupement est le président du conseil d'administration.

Il exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration, dont il préside les séances.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assurée par le vice-président. Si le président ou le vice-président sont absents ou empêchés, le conseil d'administration désigne lui-même le président de séance parmi les représentants de l'État.

Il communique aux membres du conseil d'administration l'ordre du jour du conseil, qu'il fixe, quinze jours avant sa réunion.

Article 20 – Règlement intérieur

Le conseil d'administration établit en tant que de besoin un règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement.

Article 21 – Dissolution

Le groupement peut être dissous dans les conditions fixées par l'article 116 de la loi du 17 mai 2011.

Article 22 – Liquidation

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale fixe les conditions de rémunération, les attributions et l'étendue des pouvoirs du ou des liquidateurs.

Article 23 – Dévolution des biens

En cas de dissolution, les biens, droits et dettes du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leur contribution.

Article 24 – Condition suspensive

La présente convention, signée par les représentants habilités de chacun des membres, est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publicité au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Corse conformément à l'article 4 du décret du 26 janvier 2012.

Fait à Bastia, le 11 mai 2018 en 3 exemplaires originaux.

Lu et approuvé, (tous les membres –membres de l'AG- du groupement signent la convention)

Jean-Bastien RISSON	Caroline THAROT
Président du tribunal de grande instance de Bastia, Président du CDAD de la Haute-Corse	Procureur de la République, vice-président du CDAD de la Haute-Corse
Gérard GAVORY	Gilles SIMEONI
Préfet de la Haute-Corse	Président de l'exécutif de la Collectivité de Corse

Pierre SAVELLI	Gilles ANATOMARCHI
Maire de Bastia	Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Bastia
Vanina MAMELLI	Jaques-Edouard CATTANEO
Présidente de la chambre départementale des notaires de la Haute-Corse	Président de la chambre régionale des huissiers de la Haute-Corse
Pierre MANCINI	Georgette SIMEONI
Président de l'association des maires de la Haute-Corse	Présidente de l'Union départementale des affaires familiales de la Haute-Corse
Pierre LORENZI	
Président de la CARPA de la Haute-Corse	